

Message à la Nation du chef de l'Etat à l'occasion du 45e anniversaire de l'Indépendance

4 avril 2005.

Sénégalaises, sénégalais, mes chers compatriotes, Chers frères et sœurs africains et hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Demain mes chers compatriotes, unis autour des symboles forts de la République, nous célébrons par la grâce de Dieu, le 45-ème anniversaire de notre indépendance.

A l'échelle humaine, 45 ans, c'est le bel âge, celui de la maturité et de la vigueur, dit-on.

A l'échelle des Nations, 45 ans, c'est encore le jeune âge, parfois, celui des turbulences. C'est le temps d'apprendre à vivre ensemble autour des valeurs qui fondent et cimentent la Communauté de destin d'un peuple dans ses diverses composantes.

Notre peuple, et j'en suis fier, a quant à lui, mûri avant l'âge en trouvant très tôt dans ses vertus ancestrales de paix, de tolérance et de respect de l'autre, les fondements d'une coexistence pacifique où la différence est vécue et acceptée comme source de richesse et de complémentarité.

Engagés dans cette formidable aventure qu'est l'édification d'une nation libre et prospère, enracinée dans ses propres valeurs et ouverte aux apports féconds de l'extérieur, comme dirait l'autre, nous sommes à la fois dépositaires, bénéficiaires et redevables de ce riche héritage qui nous vaut aujourd'hui de vivre nos différences dans l'harmonie sociale et la cohésion nationale.

Ce legs est notre bien commun. C'est le socle sur lequel reposent notre démocratie et nos efforts de développement économique et social. Il détermine notre raison d'être et constitue cette sève nourricière qui irrigue et fortifie notre nation.

Voilà pourquoi, mes chers compatriotes, mesurant pleinement l'essence et la dimension sacrées de ce legs, il nous faut chaque jour le renouveler, l'enrichir et le protéger jalousement.

Des peuples entiers sont tombés dans le piège infernal de l'affrontement et de la division parce que justement ils ont ignoré les vertus fondatrices du contrat social : le sens du dialogue, du compromis et du partage qui crée dans chaque composante d'une nation le sentiment de ne pas être seulement tolérée, mais acceptée et respectée dans sa dignité, son existence et ses croyances.

La sagesse nous commande tous de rester vigilants et solidaires pour défendre ces valeurs tirées de nos traditions. Tout récemment, à Foundiougne, c'est à ce trésor inestimable que nous avons encore eu recours pour conduire les négociations de paix en Casamance après l'accord du 30 décembre 2004.

Je voudrais à ce sujet réitérer la ferme détermination du gouvernement de poursuivre les pourparlers jusqu'à la paix définitive, non pas seulement la paix sur le parchemin mais la paix des cœurs dans la fraternité rationnelle.

Parallèlement, le programme de reconstruction de la Casamance suivra son cours en même temps que les pouvoirs publics continueront l'encadrement et la protection des populations désireuses de regagner leurs foyers.

Mes chers compatriotes,

Dans mon adresse du 31 décembre dernier, je vous ai largement entretenu de nos performances économiques, de nos acquis sociaux et de l'exécution des chantiers infrastructurels du gouvernement.

Ces efforts seront poursuivis et consolidés au cours de l'année 2005.

S'agissant notamment des infrastructures, je tiens particulièrement au respect strict des normes de transparence, de qualité et d'efficacité dans l'exécution des travaux. Les services compétents de l'Etat doivent rigoureusement veiller à la livraison des ouvrages dans les délais convenus conformément aux cahiers des charges. Nous payons le prix, le bon prix. Donc toute entreprise qui aura commis une malfaçon en répondra devant les tribunaux.

Je suis heureux de vous annoncer que le programme de mobilité urbaine connaîtra un tout nouveau visage avec la mise en circulation par la société Dakar Dem Dikk de 410 véhicules neufs pour assurer la desserte de la ville et de sa banlieue.

Je sais combien est pénible pour nos élèves et les travailleurs la longue attente à l'arrêt d'un bus. C'est à cela que nous voulons mettre fin avec le renforcement du parc de Dakar Dem Dikk, une société quasiment sortie du néant sur les cendres de la SOTRAC.

Mais nous irons encore plus loin pour assurer une meilleure desserte interurbaine grâce au projet de Taxis maritimes que nous lancerons avec des partenaires malaisiens pour relier Dakar-Thiaroye-Bargny-Rufisque-Saly et Mbour.

Il s'agit, suivant un circuit et des horaires précis, de relier, par des bateaux, différents terminaux à partir desquels les usagers pourront emprunter des navettes de bus pour leur destination finale.

Ce qui est intéressant dans ce système, outre le transport de masse, c'est la prévisibilité dans les horaires de départ et d'arrivée, puisque nous vivons dans un siècle où la vitesse et la précision conditionnent le succès, la gestion du temps, l'organisation et la méthode sont des paramètres déterminants dans la marche vers le progrès.

La mer qui nous entoure est un don et un atout qu'il nous faut exploiter, non pas seulement pour ses ressources halieutiques mais également pour les possibilités de désenclavement et de fluidité dans le transport qu'elle offre.

C'est le moment de vous annoncer que le bateau qui prend le relais du JOOLA est arrivé à Casablanca où il fait sa dernière mise au point avant le cap sur Dakar. Ceci en attendant la livraison du bateau neuf dont la construction a été adjugée à un contractant allemand.

Mes Chers Compatriotes,

Nous avons mis le Sénégal sur la rampe de lancement pour qu'il intègre le cercle des Nations émergentes. Il s'agit de le consolider.

C'est pourquoi j'ai engagé le gouvernement à entreprendre un vaste Programme national de Bonne Gouvernance dont la finalité est de bâtir une administration publique performante débarrassée des

chevauchements et lourdeurs inutiles, plus ouverte et constamment soucieuse de la qualité du service rendu aux usagers.

C'est dans cet esprit que la délégation au Management public devra mener à terme l'audit stratégique et organisationnel complet de l'administration. Je saisi l'occasion pour remercier le programme des Nations Unies pour le Développement et l'Union européenne qui soutiennent le Programme National de Bonne Gouvernance.

Toutes les structures administratives concernées devront pleinement coopérer pour la bonne conduite de l'exercice.

Il nous faut, sans tarder, installer une véritable révolution des mentalités dans le fonctionnement de notre administration. A tous les échelons, la culture du contrôle et de la sanction - négative ou positive - doit être instaurée avec toute la rigueur qu'il convient pour parvenir à des mutations qualitatives et en profondeur.

Au titre des initiatives novatrices, le Système intégré de gestion des finances publiques mis en place en 2004 permet désormais une nette amélioration dans la préparation et l'exécution du budget.

L'intranet gouvernemental que j'ai inauguré le 15 mars dernier est une véritable révolution, la première application d'envergure des TICs dans notre pays. Financé par la Banque mondiale et le Budget consolidé d'investissement (BCI), il obéit à la même philosophie d'une meilleure performance dans l'exécution des activités de l'administration. Le Sénégal est l'un des tout premiers pays au monde à en disposer, en tout cas le premier en Afrique.

Il s'agit, à partir d'un réseau d'interconnexion reliant l'ensemble des administrations et diverses institutions de l'Etat, de faciliter, à un moindre coût la communication vocale et le transfert de données entre structures reliées.

A titre d'exemple, les agents des services connectés pourront se joindre en composant seulement quatre chiffres à la place des huit habituels.

Cette révolution du numérique nous permettra ainsi une économie de plus de deux milliards sur la facture de la télécommunication du gouvernement. Economie, mais aussi rapidité ! Je devrai ajouter une plus grande sécurité.

A terme, l'intranet gouvernemental s'étendra à tous les services de l'administration sur l'ensemble du territoire national et mieux, à nos représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Ajoutons que ce système novateur favorisera une meilleure communication non seulement au sein de l'administration mais aussi avec les usagers.

Ce bond qualitatif sera accompagné par une plus grande ouverture du service public aux usagers. A partir du 28 avril, à la Présidence comme dans les départements ministériels seront placées, en des endroits accessibles, des « boîtes à idées » où les citoyens pourront communiquer leurs réflexions et suggestions sur la marche du service public.

J'engage les pouvoirs publics, à tous les niveaux, à faire observer les règles de courtoisie à l'endroit des usagers du service public qui, encore une fois, ne doit pas être perçu comme une faveur faite à l'utilisateur, mais bien une obligation en vertu des lois et règlements régissant l'administration.

Mes chers compatriotes,

L'année 2005 nous rapproche des échéances électorales. Je réitère solennellement ici l'engagement que j'ai déjà donné de respecter le calendrier républicain et de faire prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise au point d'un mécanisme électoral fiable dans son fonctionnement et son contrôle et apte à assurer les conditions d'un scrutin serein et transparent où seule la vérité des urnes sera le gage du libre arbitrage des citoyens.

Du reste, le projet de loi portant création de la Commission nationale électorale nationale autonome a déjà été adopté en Conseil des ministres et se trouve actuellement sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Ayant moi-même mené un combat de plus d'un quart de siècle pour le respect de la volonté librement exprimée des citoyens, je ne saurais être celui par qui admettra une quelconque altération de cet idéal qui constitue la marque distinctive des démocraties majeures.

Mes chers compatriotes,

Le Sénégal émergent que nous avons l'ambition de bâtir est largement à notre portée. Mais son avènement est au prix de l'effort que nous sommes disposés à consentir sur nous-mêmes. Il passe par la persévérance dans le culte du travail bien fait et l'observation des normes de civisme et de discipline sans lesquelles aucune œuvre de développement économique et sociale n'est possible. C'est là que réside le secret des nations qui avancent. Je réitère mon appel à tous et à toutes pour l'émergence d'une nouvelle conscience indispensable aux changements d'attitudes et de méthodes qu'exige la marche forcée que nous entamons vers le mieux être.

Pour ma part, je reste aujourd'hui plus que jamais déterminé à consacrer toute mon énergie à la réussite de ce pari.

Mes chers compatriotes,

Un Sénégal émergent, c'est surtout et naturellement un Sénégal en bonne santé et protecteur de ses enfants.

J'attache le prix le plus élevé à la lutte contre le Sida et le paludisme, deux fléaux majeurs dont les ravages sont connus de tous en Afrique. Nous avons réussi jusqu'à présent, grâce à une politique avertie de prévention et de soins gratuits, à maintenir le taux de prévalence du Sida à un niveau inférieur à 2% quasiment comparable à ceux des pays développés. Je tiens à ce que les services concernés redoublent de vigilance pour que ces acquis soient maintenus et renforcés.

J'accorde un intérêt particulier à une gestion saine, rigoureuse et transparente des fonds et programmes destinés au combat contre la maladie. Aucun détail dans la définition et l'exécution des stratégies de lutte ne saurait être négligé. Tout manquement devra être relevé et sanctionné avec célérité.

Mais il faut se rendre à l'évidence. Le gouvernement à lui seul ne peut tout faire. Les risques de récurrence d'épidémie comme le choléra seront toujours probables sans le respect des normes élémentaires de salubrité et d'hygiène individuelle et collective.

J'en viens à la protection des enfants.

Le phénomène des enfants maltraités est en train d'atteindre des proportions inquiétantes. Nous sommes au quotidien témoins du spectacle désolant de talibés soumis à des sévices corporels, abandonnés à eux-mêmes dans la rue et livrés à la mendicité. Ces abus, il faut le dire avec force, heurtent la conscience et morale. Nous cherchons à travers les daaras modernes à offrir un cadre plus accueillant, plus convivial, pour préparer nos enfants à une formation spirituelle alliée aux exigences du temporel. En attendant la généralisation des daaras modernes, il nous faut en même temps refuser toute pratique portant atteinte à l'intégrité physique ou morale des enfants. Chacun, y compris au premier chef les parents, doit prendre ses responsabilités pour arrêter cette dérive que rien ne saurait justifier.

Le gouvernement vient d'adopter un projet de loi sur le trafic des personnes sous quelque forme que ce soit, car, malheureusement, certaines traditions dissimulent encore ces pratiques d'un autre âge.

Mais faisons bien la part des choses. Je sais qu'ils sont nombreux les foyers éducatifs où des hommes de Dieu, guidés par la lumière de la foi et du savoir, transmettent aux enfants, dans l'amour et la compassion, les connaissances qui les préparent à la vie adulte. Ces foyers là seront plutôt aidés pour se moderniser et ouvrir de nouveaux débouchés aux enfants.

Mes chers Compatriotes,

Une fois encore la fête de notre indépendance revêtira un cachet panafricaniste avec la présence de chefs d'Etat de pays amis qui ont bien voulu répondre à mon invitation.

Je voudrais, au nom du peuple sénégalais, les remercier très sincèrement pour cette marque renouvelée d'estime fraternelle.

Notre choix, c'est d'abord le panafricanisme incarné aujourd'hui par le pacte de solidarité que nous avons scellé autour de l'Union africaine et du NEPAD. L'Afrique restera pour notre diplomatie un choix conscient et une priorité de premier ordre. C'est la finalité de notre politique de bon voisinage, de défense des idéaux de paix, de démocratie et de respect des droits et libertés des peuples.

C'est ensuite la consolidation de nos amitiés et cercles de solidarité traditionnels à l'instar de la Conférence islamique.

C'est enfin l'ouverture vers de nouveaux horizons et la contribution à la recherche de solutions novatrices pour un monde plus accueillant pour tous : un monde de paix, de liberté et de fraternité des peuples. Le Fonds de solidarité numérique, une initiative du NEPAD et dont le lancement a eu lieu avec un grand succès le 14 mars dernier à Genève, en est une illustration concrète.

Notre diplomatie dont je salue le dynamisme, restera toujours au cœur de l'action surtout lorsqu'il s'agit de questions qui déterminent l'avenir de notre pays et de notre continent.

La Conférence des ambassadeurs prévue en mai prochain à Dakar nous donnera l'occasion de faire une revue d'ensemble de notre diplomatie et de définir ses orientations et moyens d'action pour le futur.

Mes chers Compatriotes,

Comme vous le savez, la situation internationale a amené les pays de la Oummah islamique à convoquer un Sommet extraordinaire à la Mecque en novembre. La proximité d'une telle réunion avec le Sommet ordinaire qui était prévu à Dakar en décembre 2006, nous a amenés à reculer la date du Sommet ordinaire de Dakar d'un an. Si l'on tient compte du fait que celui-ci sera, en principe, immédiatement suivi du Sommet mondial sur le dialogue islamo-chrétien, nous mettrons à profit ce délai supplémentaire pour bien organiser ces deux événements exceptionnels dont Dieu a gratifié le Sénégal de l'honneur de l'organisation.

La fête de demain est aussi celle de la jeunesse, dans toute sa vitalité, celle de nos anciens combattants à qui je rends un hommage appuyé, et de toutes les forces vives de la nation.

Mais elle est, par-dessus tout, celle de nos vaillants Forces armées dont je salue le professionnalisme et l'ardeur à la tâche qui font la fierté de la Nation.

Ces qualités reconnues et appréciées bien au-delà des frontières africaines, justifient les sollicitations permanentes dont notre armée nationale fait l'objet pour le maintien de la paix dans les zones de conflits du continent ; une longue tradition née avec l'indépendance puisque dès le 1er Août 1960, le Sénégal a pris part à l'opération des Nations unies au Congo Léopoldville, actuelle RDC, où nos hommes sont également déployés aujourd'hui sous la bannière de la Mission des Nations unies au Congo.

Partout où ils se rendent, nos hommes servent dans l'honneur, la dignité et l'honnêteté et nous reviennent toujours avec la fierté du devoir accompli.

A vous tous, officiers, sous-officiers et hommes de troupes, je renouvelle ma confiance et mon soutien.

Demain, mes chers compatriotes, au rythme des tambours et des trompettes, continuons résolument notre marche vers des horizons encore plus radieux pour que vive le Sénégal dans une Afrique unie et prospère.

Bonsoir.